

Soudan - La grève générale est une question de vie ou de mort : la révolution soudanaise est à la croisée des chemins

vendredi 3 mai 2019, par [Al HAMLAOUI Houssam](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2019).

La magnifique révolution soudanaise est à la croisée des chemins, soit à l'étape que doit affronter toute révolution qui se déclenche dans le monde contemporain : suffit-il que les masses évincent la tête du régime ou doivent-elles arracher le régime par ses racines ? Et que faire de l'institution militaire ?

Le peuple soudanais a mené un combat héroïque depuis décembre dernier, offrant des dizaines de martyrs dans les combats de rue avec les milices du dictateur déchu Omar Al Bachir et les révolutionnaires ont organisé des marches (« cortèges ») massives, des grèves et un sit-in de masse qui dure jusqu'à aujourd'hui devant le siège du commandement général de l'armée soudanaise et devant des casernes dans d'autres États. Dès la chute d'Omar Al Bachir le 11 avril dernier, le peuple soudanais s'est levé à nouveau pour renverser le lendemain le président du conseil militaire soudanais, Awad Ibn Ouf.

Depuis que le général Abdelfattah Burhan a pris la tête du conseil avec son adjoint (le plus dangereux et le plus grand criminel, soit « Hamidti », chef des forces de soutien rapide, impliquées dans les crimes commis contre les Fours et contre l'opposition, les généraux d'Al Bachir tentent de contenir la révolution soudanaise et de la vider de son contenu par en tergiversant, en gagnant du temps et en essayant d'accuser le premier coup porté par les révolutionnaires. Les généraux n'ont pas perdu de temps. Ils sont en contact permanent avec les parrains de la contre révolution au Caire, à Riyad et à Abu Dhabi et Manama. Les flux financiers du Golfe ont commencé à affluer pour soutenir le conseil militaire et Sissi travaille d'arrache-pied pour aider le conseil militaire par la voie diplomatique et celle des services de renseignements.

En parallèle, les médias du Golfe font la promotion de « Hamidti » sur les écrans, qui s'est voulu rassurant sur le fait que l'armée soudanaise continuerait de participer à l'agression au Yémen.

Mais dans la rue, c'est une autre scène à laquelle on assiste : les révolutionnaires soudanais ont organisé deux marches vers l'Ambassade d'Égypte pour dénoncer l'ingérence de Sissi et les services de renseignements égyptiens dans les affaires soudanaises, et on a vu des banderoles qui lui étaient hostiles tout comme elles l'étaient aux régimes du Golfe et à leurs « aides ». Des Soudanais exigent que leurs forces soient retirées de cette guerre dans laquelle ils n'ont rien à voir, ni de près ni de loin.

Qu'en est-il de l'Association des Professionnels Soudanais et des Forces de la Déclaration de la Liberté et du Changement qui sont le fer de lance ce mouvement ?

Les dirigeants de l'opposition soudanaise ont décidé de répondre à l'appel du Conseil militaire soudanais à « négocier » après le renversement d'Al Béchir et Ibn Ouf. Et tandis que le peuple

soudanais est dans l'expectative, arrivent des informations contradictoires et filtrent des rumeurs de divergences avec le Conseil. Le sit-in gagne de l'ampleur, puis viennent les accusations contre les dirigeants militaires de tergiverser et de tenter de conserver leur pouvoir souverain, puis c'est le retour à la table des négociations pour qu'avant hier ne soit révélé le point de divergence entre l'opposition et le conseil militaire :

Tandis que l'opposition exigeait un conseil « souverain civil » comprenant tous les membres du conseil militaire (7 généraux) et 8 personnalités civiles, le conseil militaire refusait et exigeait un conseil souverain civil toujours avec tous les membres du conseil militaire (soit ses sept membres) mais avec trois civils seulement.

Dans les deux cas, il n'est proposé qu'une présidence militaire pour un conseil souverain civil.

Les revendications à la baisse de l'opposition ont suscité la colère d'un large secteur de révolutionnaires soudanais déçus par les résultats des négociations.

S'en est suivie toute une polémique sur les réseaux sociaux, à titre d'exemple : cette complaisance serait à mettre au compte de la faiblesse des négociateurs.

Mais le problème n'est pas tant dans la personnalité des négociateurs que dans la stratégie de l'opposition. En acceptant de négocier avec les généraux de Al Bachir et d'accepter que ces derniers soient associés à la période transitoire, les dirigeants de l'opposition tentent de concilier les revendications de la rue révolutionnaire et les généraux de la contre révolution qui étaient au cœur de l'ancien régime, sont sa dernière défense et sont mouillés jusqu'au coup dans ses crimes. C'est un suicide de la révolution et même si les négociateurs venaient à changer, ils trahiraient l'espoir des révolutionnaires dans les accords à venir.

Quelle issue ?

Les sit-in de rue ne peuvent à eux seuls renverser des régimes, et l'association des Professionnels Soudanais n'a pas utilisé sérieusement l'arme de la grève générale depuis la chute d'Al Bachir. La roue de l'exploitation et des intérêts supérieurs du pays tourne toujours. Les révolutionnaires se rassemblent sur la place et dans les marches (les cortèges) après leur travail. Mais la grève générale s'impose pour faire face aux forces armées et préserver le caractère pacifique du mouvement. Rien n'est plus préjudiciable aux régimes capitalistes (qu'ils soient militaires ou civils) que les grèves. A maints endroits et sans attendre de mots d'ordre de grève de l'Association des Professionnels, des travailleurs et des employés du Soudan, dans des usines, des sociétés, des administrations publiques se sont mobilisés pour exiger des titularisations, des syndicats indépendants et d'expurger de leurs lieux de travail des directions administratives acquises au régime. Des scènes auxquelles nous avons été habitués en Égypte en 2011 et qui ont été attaquées à l'époque par les islamistes et les libéraux au motif qu'il s'agissait de « grèves corporatistes » et que « ce n'était pas le moment ». Mais ces grèves sont le pouls de la révolution et une nécessité pour déboucher sur une grève générale, qui est une question de vie ou de mort pour la révolution.

En parallèle de la grève générale se pose un défi majeur : avec quels militaires négocier ? Quels militaires sont-ils autorisés à participer à la phase de transition ? Les généraux de Al Bachir ? Ou les officiers subalternes et les soldats qui se sont rebellés contre leur commandement, ont décidé de désobéir aux ordres, ont fraternisé sur les places avec les révolutionnaires et les ont protégés des attaques brutales des milices à plus d'une occasion ?

L'insoumission des petits gradés et des soldats a été une des raisons les plus importantes de l'empressement des militaires à évincer Al Bachir par crainte d'un effondrement de l'armée et du

régime. Et ce n'est un secret pour personne que la reprise en main par les gradés dans l'armée à nouveau est le premier souci des généraux actuellement. C'est avec les premiers que les révolutionnaires soudanais doivent s'allier, négocier et participer.

D'aucuns redoutent et accusent les révolutionnaires d'entraîner le pays vers un bain de sang, mais le véritable bain de sang viendra d'un coup de force inévitable des généraux contre la révolution, que ce soit sous la forme d'une attaque directe après des louvoisements à même d'épuiser l'élan révolutionnaire ou par un changement cosmétique garantissant la pérennité des généraux et des politiques de l'ancien régime sous une forme nouvelle. La préservation du caractère pacifique de la révolution impose une mobilisation rapide pour la grève générale de masse et de s'adresser à cette frange de l'institution militaire pour la rallier à la grève.

Houssam Al Hamlawi, mercredi 1^{er} mai

P.-S.

- Source : <https://revsoc.me/arab-and-international/39749/>
- Traduit de l'arabe par Luiza Toscane.